

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1908.

Projet de loi approuvant l'Acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902 relative au régime des sucres, signé le 28 août 1907, et le Protocole concernant l'accession de la Russie à l'Union sucrière, signé le 19 décembre 1907.]

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Chambre n'ignore pas que c'est le 1^{er} septembre 1908 qu'expire le terme de cinq années assigné, comme durée obligatoire, à la Convention internationale du 5 mars 1902 relative au régime des sucres. D'après l'article 10 de la Convention, les États contractants qui désiraient se retirer de l'Union à cette date devaient notifier leur intention aux autres Puissances au moins douze mois à l'avance, c'est-à-dire avant le 1^{er} septembre 1907.

Dans les premiers jours du mois de juin dernier, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique fit savoir aux Puissances associées, par l'entremise du Gouvernement belge, qu'il considérait la clause pénale inscrite dans la Convention de Bruxelles comme inconciliable avec les principes dont s'inspire la politique économique du Cabinet de Londres et comme incompatible avec les intérêts des consommateurs et des industriels du Royaume-Uni. En conséquence, il annonçait l'intention de faire usage de son droit de dénoncer la Convention le 1^{er} septembre 1907, à moins toutefois que les États contractants ne consentissent à dispenser la Grande-Bretagne de l'obligation d'appliquer à l'égard des sucres primés les dispositions pénales de la Convention.

Les Gouvernements intéressés décidèrent de confier à la Commission permanente instituée par l'article 7 de la Convention de Bruxelles le soin d'examiner la suite que comportait la communication du Gouvernement britannique. La Commission se réunit à cet effet dans le courant des mois de juin et de juillet. Les échanges de vues qui se produisirent au sein de la Commission internationale permirent de constater qu'il était dans les vœux

de tous les Etats contractants de voir subsister l'Union sucrière ; aussi la Commission se trouva-t-elle unanime pour proposer de soumettre aux Gouvernements des pays respectifs un projet d'acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902, projet qui donnait satisfaction aux desiderata formulés par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Ce projet, qui fut favorablement accueilli par les divers Etats, reçut la consécration diplomatique sous la date du 28 août 1907.

Toutefois, d'autres difficultés restaient à vaincre.

La signature de l'Acte additionnel ayant dû nécessairement avoir lieu hâtivement à raison de l'échéance très rapprochée du 1^{er} septembre 1907, chaque Etat devait se réserver de ne procéder à la ratification de l'arrangement que lorsqu'une enquête plus approfondie de la situation aurait établi que les nouvelles dispositions conventionnelles étaient de nature à sauvegarder les intérêts de l'industrie sucrière. Certains Gouvernements émisrent l'opinion que de sérieuses objections se trouveraient en fait écartées si l'on pouvait décider la Russie à adhérer à l'Union internationale, cette adhésion étant de nature à atténuer dans de notables proportions l'effet pratique de la concession faite à la Grande-Bretagne.

Des ouvertures furent faites dans ce sens au Cabinet de Saint-Petersbourg, qui consentit à envoyer à Bruxelles des délégués spéciaux chargés d'examiner, avec les membres de la Commission permanente, dans quelles conditions l'accession de la Russie à la Convention de Bruxelles pourrait être réalisée. Tel fut l'objet des délibérations qui eurent lieu du 18 novembre au 3 décembre de l'année dernière et qui aboutirent à l'élaboration d'un projet de protocole qui fut soumis aux divers Gouvernements. Ce nouvel acte vient à son tour de recevoir la consécration diplomatique ; il porte la date du 19 décembre 1907.

Le projet de loi ci-joint que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre aux délibérations de la Chambre, est destiné à approuver l'Acte additionnel du 28 août 1907 et le Protocole du 19 décembre 1907 concernant l'accession de la Russie à l'Union sucrière.

* * *

Ainsi que vous le constaterez par l'Acte additionnel du 28 août, les Etats signataires ont tenu à affirmer tout d'abord leur désir unanime d'assurer le maintien de l'Union internationale ; c'est ainsi que l'article premier stipule dans son premier alinéa l'engagement de maintenir la Convention en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans prenant cours le 1^{er} septembre 1908. Toutefois, comme la mise en vigueur du nouvel arrangement pouvait, à raison même du régime spécial reconnu à la Grande-Bretagne, faire naître des situations qui n'auraient pas été prévues et qui feraient désirer aux Etats associés de reprendre leur liberté avant l'expiration des cinq ans, l'alinéa 2 de l'article premier permet à chacun des Gouvernements de se retirer de l'Union à partir du 1^{er} septembre 1911, si dans la dernière réunion tenue avant le 1^{er} septembre 1910, la Commission permanente a, par un vote de majorité, décidé que les circonstances commandent de laisser cette faculté

aux Etats contractants. La Commission permanente, qui compte dans son sein des représentants de tous les États intéressés, a paru l'organisme le mieux qualifié pour apprécier les mesures que comporteraient les circonstances, et, d'autre part, en subordonnant à un vote de majorité la faculté de dénoncer, on a voulu empêcher qu'il puisse être fait un usage non suffisamment justifié de la dénonciation anticipative.

L'article 2 de l'Acte additionnel dispense le Gouvernement britannique, à partir du 1^{er} septembre 1908, de l'obligation inscrite à l'article 4 de la Convention de Bruxelles, et consistant soit à frapper de droits compensateurs, soit à prohiber, à l'importation, les sucres jouissant de primes dans le pays d'origine. La Grande-Bretagne reste liée par toutes les autres dispositions de la Convention. Quant à la stipulation qui fait l'objet du deuxième alinéa de l'article 2, elle constitue une mesure de précaution destinée à garantir les États contractants contre l'introduction de sucres primés travaillés dans les raffineries de la Grande-Bretagne et qui seraient expédiés ensuite dans les pays de l'Union.

L'article 3 est relatif au dépôt des ratifications, formalité qui doit avoir lieu avant le 1^{er} février 1908. Il envisage la situation dans laquelle se trouveraient les États qui n'auraient pas ratifié avant cette date, et il prévoit les mesures à prendre si pareille éventualité venait à se produire.

Un protocole de signature accompagne l'Acte additionnel du 28 août 1907. La disposition qui y est inscrite a pour but d'empêcher que le Gouvernement britannique ne perde le bénéfice de la faculté de dénoncer la Convention avant le 1^{er} septembre dernier, faculté dont il s'est abstenu de faire usage en prévision de la mise en vigueur de l'Acte additionnel; cette disposition ne devant produire ses effets que dans le cas où le nouvel arrangement ne deviendrait pas applicable, il a paru préférable de ne pas la faire figurer dans l'Acte additionnel lui-même.

* * *

Le second acte diplomatique sur lequel vous avez à vous prononcer, Messieurs, est le Protocole signé le 19 décembre 1907 entre la Russie, d'une part, et les Etats de l'Union sucrière, d'autre part.

Ce protocole constate, dans son préambule, que les Etats faisant partie de l'Union internationale se sont trouvés d'accord pour reconnaître que l'adhésion du Gouvernement Impérial russe ne peut équitablement, à raison des conditions spéciales de l'industrie sucrière en Russie, être subordonnée à l'acceptation, par cette dernière, des obligations conventionnelles générales. La situation particulière qu'il s'agissait de faire à la Russie dans l'Union comportait des dérogations à la Convention de 1902, et dès lors une entente spéciale s'imposait entre les Gouvernements intéressés pour préciser les engagements à prendre de part et d'autre.

Aux termes de l'article premier : « La Russie adhère à la Convention » relative au régime des sucres du 5 mars 1902, amendée par l'Acte additionnel du 28 août 1907, avec tous les avantages et toutes les obligations » qui en découlent, sauf les réserves et sous les conditions indiquées aux » articles suivants. »

L'article 2 conteste la concession spéciale faite par les États de l'Union à la Russie : celle-ci a le droit de conserver sa législation fiscale et douanière sur les sucres, ce qui la dispense notamment de l'obligation de réduire aux chiffres fixés par l'article 3 de la Convention de Bruxelles le taux de la surtaxe dont sont passibles les sucres importés dans l'Empire.

En ajoutant que « la Russie n'augmentera pas les avantages qui pourraient » découler, en faveur des producteurs, du prix maximum de vente fixé pour » le marché intérieur », l'article 2 a en vue l'une des particularités de la législation sucrière russe, c'est-à-dire la fixation par le Conseil des Ministres du prix maximum des sucres destinés à la consommation intérieure. On sait que c'est ce système de fixation officielle des prix, combiné avec le contingentement de la consommation, qui procure aux fabricants russes leur principal avantage.

En échange de la situation privilégiée qui lui est consentie, la Russie assume certaines obligations spéciales. Tel est l'objet de l'article 3 du Protocole, par lequel le Gouvernement Impérial s'engage à limiter à 1 million de tonnes, au maximum, la quantité de sucre russe à exporter pendant les six années à compter du 1^{er} septembre 1907 ; sur ce contingent total, l'exportation ne pourra dépasser 300,000 tonnes pour l'exercice double compris entre le 1^{er} septembre 1907 et le 1^{er} septembre 1909, et 200,000 tonnes pour chacun des quatre exercices suivants. En aucun cas, la Russie ne pourra exporter vers les marchés visés par la limitation plus de 1 million de tonnes en six ans, de sorte que si, par suite de l'utilisation complète des premiers contingents annuels, le chiffre maximum total se trouvait atteint avant l'expiration de la période conventionnelle, aucune quantité de sucre russe ne pourrait plus être exportée. Quant à la raison pour laquelle il a paru nécessaire d'appliquer également le principe de la limitation aux exportations de la campagne en cours (1907-1908), elle réside dans le fait que l'on pouvait s'attendre à ce qu'en prévision de l'ouverture du marché de Londres, dont l'accès est interdit aux sucres russes jusqu'au 1^{er} septembre prochain, des quantités considérables de ces sucres fussent placées avant cette date dans les entrepôts d'Europe de façon à pouvoir être expédiées en Angleterre dès le premier jour. Il devenait, dès lors, indispensable de faire porter la limitation sur les sucres qui auraient quitté la Russie avant le 1^{er} septembre 1908, et l'on a cru trouver une solution de la difficulté dans la fixation d'un chiffre global s'appliquant aux deux premiers exercices ; ce chiffre est, comme il est dit ci-dessus, fixé à 300,000 tonnes.

Il est à remarquer qu'en acceptant de limiter ses exportations, la Russie a tenu à réserver expressément sa liberté en ce qui concerne certains marchés, que l'on peut considérer comme des débouchés naturels. C'est ainsi qu'aux termes de la disposition finale de l'article 3 du Protocole, ne sont soumises à aucune restriction les exportations de sucres russes en destination de la Finlande, de la Perse (pour les exportations par la mer Caspienne et par la frontière terrestre, et non pour celles par le golfe Persique), ainsi qu'en destination des autres pays d'Asie limitrophes de la Russie (pour les exportations par la frontière terrestre seulement), à l'exception de la Turquie d'Asie.

L'article 4 du Protocole du 19 décembre 1907 fixe au 1^{er} septembre 1908

l'entrée effective de la Russie dans l'Union sucrière. Cet article stipule en outre que, le moment venu, il appartiendra à la Commission permanente de se prononcer sur le régime qui serait celui de la Russie dans le cas où celle-ci désirerait continuer sa participation à la Convention au delà du 1^{er} septembre 1913.

Suivant l'article 3, le Protocole doit être ratifié avant le 1^{er} février 1908, c'est-à-dire en même temps que l'Acte additionnel du 28 août 1907.

* * *

L'exposé qui précède suffira, je n'en doute pas, Messieurs, à faire ressortir l'importance qui s'attache aux deux actes diplomatiques soumis à votre approbation. En contribuant de tout son pouvoir au maintien de l'œuvre issue de la Convention de Bruxelles de 1902, œuvre dont les heureux effets se font sentir depuis bientôt cinq ans, le Gouvernement du Roi est convaincu d'avoir très utilement servi les intérêts du pays. Aussi, est-ce avec la plus entière confiance dans les dispositions favorables de la Chambre que je viens vous demander, Messieurs, de voter le projet de loi dont vous êtes saisis.

En présence du très court délai qui nous sépare du 1^{er} février, date qui marque l'expiration du terme prévu pour le dépôt des ratifications, je crois devoir, Messieurs, insister tout particulièrement sur le grand intérêt qu'il y aurait à ce que ce projet de loi fit l'objet de vos plus prochaines délibérations.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI.**ONTWERP VAN WET.****LÉOPOLD II,****ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères et de Notre Ministre des
Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'Acte additionnel à la Convention du
5 mars 1902 relative au régime des sucres,
signé le 28 août 1907, et le Protocole con-
cernant l'accession de la Russie à l'Union
sucrière, signé le 19 décembre 1907, sorti-
ront leur plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 31 décembre 1907.

LEOPOLD II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Bui-
tenlandsche Zaken en van Onzen Minister
van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende
Kamers het ontwerp van wet aan te bieden,
waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De toegevoegde Akte tot de Overeen-
komst van 5 Maart 1902 betreffende de
Suikerbelasting, den 28^e Augustus 1907
onderteevend, en het Protocol betreffende
de toetreding van Rusland tot het Suiker-
verbond, den 19^e December 1907 onder-
teekend, zullen hunne volle en algeheele
kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 31^e December 1907.**LEOPOLD.****PAR LE ROI :***Le Ministre des Affaires Étrangères,***VAN 'S KONINGS WEGE :***De Minister van Buitenlandsche Zaken,***J. DAVIGNON.***Le Ministre des Finances,**De Minister van Financiën,***JUL. LIEBAERT.**

ACTE ADDITIONNEL

A LA

Convention du 5 mars 1902 relative au régime des sucres.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse s'étant mis d'accord pour conclure un Acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les États contractants s'engagent à maintenir la Convention du 5 mars 1902 en vigueur pendant une nouvelle durée de cinq ans, qui prendra cours le 1^{er} septembre 1908.

Toutefois, il sera loisible à chacun d'entre eux de se retirer de la Convention à partir du 1^{er} septembre 1911, moyennant préavis d'un an, si, dans la dernière réunion tenue avant le 1^{er} septembre 1910, la Commission permanente a, par un vote de majorité, décidé que les circonstances commandent de laisser cette faculté aux États contractants.

Pour le surplus, les dispositions de l'article 10 de la Convention précitée du 5 mars 1902 concernant la dénonciation et la tacite reconduction resteront applicables.

ARTICLE 2.

Par dérogation à l'article premier, la Grande-Bretagne sera dispensée, à partir du 1^{er} septembre 1908, de l'obligation inscrite à l'article 4 de la Convention.

A partir de la même date, les États contractants pourront exiger que, pour jouir du bénéfice de la Convention, le sucre raffiné dans le Royaume-Uni et exporté vers leurs territoires soit accompagné d'un certificat constatant qu'aucune partie de ce sucre ne provient d'un pays reconnu par la Commission permanente comme accordant des primes à la production ou à l'exportation du sucre.

ARTICLE 3.

Le présent Acte additionnel sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Étrangères, le plus tôt possible et en tous cas avant le 1^{er} février 1908.

Il ne deviendra obligatoire de plein droit que s'il est ratifié au moins par tous ceux des Etats contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'article 6 de la Convention. Dans le cas où un ou plusieurs desdits Etats n'auraient pas déposé leurs ratifications en temps utile, le Gouvernement belge provoquera, dans le mois à partir du 1^{er} février 1908, de la part des Etats ayant ratifié, une décision, quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, du présent Acte additionnel.

Les Etats qui n'auraient pas ratifié avant l'échéance du 1^{er} février 1908 seront considérés comme ayant dénoncé la Convention en temps utile pour qu'elle cesse ses effets à leur égard à partir du 1^{er} septembre suivant, à moins de décision contraire prise, à la requête des intéressés, par la majorité des Etats appelés à délibérer ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte additionnel.

Fait à Bruxelles, le vingt-huit août 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : HEINRICH XXXI. REUSS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Signé : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

Signé : LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

Signé : TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) Signé : D'ORMESSON.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) Signé : ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Signé : Le Comte d'ANSENBURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : Baron E. VAN TUYLL VAN SEROOSKERKEN.

Pour le Pérou :

(L. S.) Signé : D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : FALKENBERG.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : JULES BOREL.

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte additionnel à la Convention relative au régime des sucres conclu à la date de ce jour entre les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Il est entendu que si les ratifications nécessaires pour faire valoir, conformément à l'article 3, l'Acte additionnel précité ne sont pas acquises avant le 1^{er} mars 1908, le Gouvernement de la Grande-Bretagne aura la faculté de dénoncer la Convention à cette date pour le 1^{er} septembre 1908, sans qu'il y ait à distinguer s'il a ou non ratifié antérieurement ledit Acte additionnel.

Le présent Protocole de signature, qui sera ratifié en même temps que l'Acte additionnel conclu à la date de ce jour, aura la même force et valeur.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le vingt-huit août 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : HEINRICH XXXI. REUSS.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Signé : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

Signé : LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

Signé : TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) Signé : D'ORMESSON.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) Signé : ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Signé : Le Comte D'ANSENBURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : BARON E. VAN TUYLL VAN SEROOSKERKEN.

Pour le Pérou :

(L. S.) Signé : D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : FALKENBERG.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : JULES BOREL.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique.

Bruxelles, le 14 septembre 1907.

Pour le Secrétaire général,

Le Directeur général,

Signé : ARENDT.

PROTOCOLE

RELATIF

à l'adhésion de la Russie à la Convention des sucres.

Le Gouvernement Impérial de Russie ayant exprimé le désir d'adhérer à la Convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, ainsi qu'à l'Acte additionnel à ladite Convention, signé le 28 août 1907, et les Etats faisant actuellement partie de l'Union sucrière ayant reconnu que cette adhésion ne peut, à raison des conditions particulières de l'industrie sucrière en Russie, être subordonnée aux conditions conventionnelles générales, il a été convenu ce qui suit entre le Gouvernement de la Russie, d'une part, les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Grand-Duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse, d'autre part :

ARTICLE PREMIER.

La Russie adhère à la Convention relative au régime des sucres du 5 mars 1902, amendée par l'Acte additionnel du 28 août 1907, avec tous les avantages et toutes les obligations qui en découlent, sauf les réserves et sous les conditions indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2.

La Russie conservera sa législation fiscale et douanière actuelle sur les sucres et elle n'augmentera pas les avantages qui pourraient découler, en faveur des producteurs, du prix maximum de vente fixé pour le marché intérieur.

ARTICLE 3.

En considération du régime spécial qui lui est reconnu par l'article précédent, la Russie s'engage à ne pas autoriser l'exportation avec restitution ou exemption de l'accise de quantités de sucres excédant, pour les six années à compter du 1^{er} septembre 1907, le chiffre minimum d'un million de tonnes.

Ce contingent sera réparti entre les différents exercices suivant les exigences du commerce, mais sans que les quantités afférentes à chaque exercice puissent dépasser les chiffres ci-après :

	Tonnes.
Exercice double allant du 1 ^{er} septembre 1907 au 31 août 1909.	300,000
Exercice du 1 ^{er} septembre 1909 au 31 août 1910.	200,000
Exercice du 1 ^{er} septembre 1910 au 31 août 1911.	200,000
Exercice du 1 ^{er} septembre 1911 au 31 août 1912	200,000
Exercice du 1 ^{er} septembre 1912 au 31 août 1913.	200,000

Les engagements mentionnés au présent article ne s'appliquent pas aux exportations :

- 1° vers la Finlande;
- 2° vers la Perse (pour les exportations par la mer Caspienne et par la frontière terrestre, et non pour celles par le golfe Persique); et
- 3° vers les autres pays d'Asie limitrophes de la Russie (pour les exportations par la frontière terrestre seulement), à l'exception de la Turquie d'Asie.

ARTICLE 4.

L'accession de la Russie sortira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1908.

Dans la session qui précédera le 1^{er} septembre 1912, la Commission permanente statuera par un vote d'unanimité sur le régime qui serait celui de la Russie au cas où elle serait disposée à continuer sa participation à la Convention au delà du terme du 1^{er} septembre 1913.

Dans le cas où la Commission ne pourrait se mettre d'accord, la Russie serait considérée comme ayant dénoncé la Convention pour cesser effet à compter du 1^{er} septembre 1913.

ARTICLE 5.

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères, le plus tôt possible et, en tous cas, avant le 1^{er} février 1908.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour la Russie :

(L. S.) Signé : N DE GIERS.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : Graf von WALLWITZ.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) Signé : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

(L. S.) Signé : LÉOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

(L. S.) Signé : TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : CAPELLE.

Pour la France :

(L. S.) Signé : D'ORMESSON.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) Signé : ARTHUR H. HARDINGE.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : BONIN.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg :

(L. S.) Signé : Le Comte d'ANSENBURG.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Pour le Pérou :

(L. S.) Signé : D. GAMIO.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : FALKENBERG.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : JULES BOREL.

Pour copie conforme :

Bruxelles, le 27 décembre 1907,

Le Président
de la Commission internationale,
Signé : CAPELLE.

Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique,
Bruxelles, le 27 décembre 1907,
Signé : Chevier VAN DER ELST.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 JANUARI 1908.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de toegevoegde Akte tot de Overeenkomst van 5 Maart 1902 betreffende de suikerbelasting, den 28ⁿ Augustus 1907 onderteekend, en van het Protocol betreffende de toetreding van Rusland tot het Suikerverbond, den 19ⁿ December 1907 onderteekend.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Kamer weet dat op 1 September 1908 de termijn van vijf jaren verval, waarvoor de internationale Overeenkomst van 5 Maart 1902 betreffende de suikerbelasting verbindend is. Luidens artikel 10 der Overeenkomst, moesten de Verdragstaten die op dien datum buiten het Verbond wenschten te treden, hun voornemen aan de overige Mogendheden bekendmaken ten minste twaalf maanden op voorhand, dus vóór den 1ⁿ September 1907.

In de eerste dagen der maand Juni ll., liet de Regeering van Zijne Britsche Majesteit, door tusschenkomst der Belgische Regeering, aan de Mogendheden van het Verbond weten dat zij de strafbepaling, opgenomen in de Overeenkomst van Brussel, hield voor onvereinigbaar met de beginselen die de staathuishoudkunde van het Kabinet van Londen beheerschen, en voor tegenstrijdig met de belangen der verbruikers en der industrieelen in het Vereenigd-Koninkrijk. Dienvolgens gaf zij haar voornemen te kennen, gebruik te maken van haar recht om de Overeenkomst den 1ⁿ September 1907 op te zeggen, tenware de Verdragstaten er in toestemden Groot-Britannië vrij te stellen van de verplichting om de strafbepalingen der Overeenkomst tegenover de gepremieerde suiker toe te passen.

De betrokken Regeeringen beslisten aan de bij artikel 7 der Overeenkomst van Brussel ingestelde Bestendige Commissie de zorg te laten, te onderzoeken welk gevolg aan de mededeeling der Britsche Regeering diende gegeven. De Commissie kwam daartoe in den loop der maanden Juni en Juli bijeen. Uit

de gedachtenwisseling die in den schoot der internationale Commissie gevoerd werd, bleek dat al de Verdragstaten het Suikerverbond wenschten in stand te houden; ook stelde de Commissie bij eenparigheid voor, aan de Regeeringen der verschillende landen een ontwerp van toegevoegde akte tot de Overeenkomst van 3 Maart 1902 voor te leggen, welk ontwerp voldoening gaf aan de wenschen, door de Regeering van Zijne Britsche Majesteit uitgedrukt. Dat ontwerp, welk door de verschillende Staten gunstig werd onthaald, werd op 28 Augustus 1907 als diplomatieke akte bekrachtigd.

Er bleven echter andere moeilijkheden te overwinnen.

Daar de onderteekening van de toegevoegde Akte noodzakelijkerwijze in haast heeft moeten geschieden, dewijl de 1^e September 1907 zeer nabij was, moest iedere Staat zich voorbehouden, tot de bekrachtiging der schikking enkel over te gaan nadat uit een grondiger onderzoek van den toestand mocht gebleken zijn, dat de nieuwe bepalingen van aard waren om de belangen der suikernijverheid te vrijwaren. Sommige Regeeringen opperden de meening dat ernstige tegenwerpingen feitelijk zouden geweerd zijn, kon men Rusland overhalen om tot het internationaal Verbond toe te treden, daar die toetreding van aard was om de praktische uitwerking der aan Groot-Britannië gedane toegeving aanzienlijk te verminderen.

Stappen werden in dien zin aangewend bij het Kabinet van Petersburg, welk er in toestemde bijzondere gemachtigden naar Brussel af te zenden, om samen met de leden der Bestendige Commissie te onderzoeken onder welke voorwaarden de toetreding van Rusland tot de Overeenkomst van Brussel kon verwezenlijkt worden. Dit was dan het onderwerp der beraadslagingen welke van 18 November tot 3 December van verleden jaar plaats grepen en leidden tot de opmaking van een ontwerp van protocol, welk aan de verschillende Regeeringen werd onderworpen. Ook dit ontwerp erlangde de diplomatieke bekrachtiging; het draagt den datum van 19 December 1907.

Bijgaand ontwerp van wet welk ik, naar 's Konings bevelen, de eer heb, Mijne Heeren, aan de Kamer ter beraadslaging voor te leggen, is bestemd om de toegevoegde akte van 28 Augustus 1907, alsmede om het Protocol van 19 December 1907, betreffende de toetreding van Rusland tot het Suikerverbond, goed te keuren.

* * *

Zooals U blijken zal, hebben de Verdragstaten bij de toegevoegde Akte van 28 Augustus er aan gehouden, eerst en vooral hunnen algemeenen wensch uit te drukken om de instandhouding van het internationaal Verbond te verzekeren; zoo wordt bij artikel één, eerste lid, de verbintenis aangegaan om de Overeenkomst in werking te houden gedurende een nieuwen termijn van vijf jaren, met ingang van den 1ⁿ September 1908. Daar echter het in werking treden van de nieuwe schikking, juist uit hoofde van de bijzondere behandeling die aan Groot-Britannië wordt toegekend, kon leiden tot toestanden die niet klaar mochten zijn en die de Staten van het Verbond mochten doen wenschen hunne vrijheid terug te nemen vóór het verstrijken van de vijf jaren, laat het tweede lid van artikel één aan iedere Regeering toe, van en met den 1ⁿ September 1911 uit het Verbond te treden, zoo de

Bestendige Commissie, op de laatste bijeenkomst gehouden vóór den 1ⁿ September 1910, bij meerderheid van stemmen heeft uitgemaakt dat, ter wille van de omstandigheden, die bevoegdheid aan de Verdragstaten dient gelaten. De Bestendige Commissie, die in haren schoot vertegenwoordigers van al de betrokken Staten telt, scheen het best geschikt lichaam om te oordeelen welke maatregelen de omstandigheden mochten vergen en, anderzijds, door de bevoegdheid tot opzegging van de meerderheid der stemmen afhankelijk te stellen, heeft men willen beletten dat van de vervroegde opzegging een onvoldoend gerechtvaardigd gebruik kunne gemaakt worden.

Artikel 2 der toegevoegde Akte stelt de Britsche Regeering vrij, van den 1ⁿ September 1907 af, van de bij artikel 4 der Overeenkomst van Brussel gestelde verplichting om de suiker, waarvoor in het land van oorsprong premiën worden genoten, bij den invoer aan een tegen die premiën opwendend recht te onderwerpen, ofwel om den invoer van zulke suiker te verbieden. Groot-Britannië blijft door al de overige bepalingen der Overeenkomst verbonden. Met het bepaalde bij het tweede lid van artikel 2 wordt, daarentegen, een voorzorgsmaatregel genomen, om de Verdragstaten te behoeden voor den invoer van gepremieerde suiker, die in de raffinaderijen van Groot-Britannië bewerkt en daarna in de overige landen van het Verbond verzonden mocht worden.

Artikel 3 handelt over de neerlegging der akten van bekrachtiging; die formaliteit moet vóór den 1ⁿ Februari 1908 geschieden. Het artikel bepaalt den toestand waarin die Staten zich zouden bevinden, welke vóór gezegden datum niet mochten bekrachtigd hebben, en het stelt de maatregelen vast die alsdan dienden genomen.

Een protocol van onderteekening vergezelt de toegevoegde Akte van 28 Augustus 1907. De daarin opgenomen schikking belet dat de Britsche Regeering geen gebruik kunne maken van de bevoegdheid om vóór den 1ⁿ September II. de Overeenkomst op te zeggen, wat zij niet heeft gedaan dewijl zij rekende op het in werking treden van de toegevoegde Akte; daar die bepaling enkel kracht heeft ingeval de nieuwe schikking niet toepasselijk wordt, scheen het verkieslijker haar in de toegevoegde Akte zelve niet in te lasschen.

*
* *

De tweede diplomatieke akte waarover gij uitspraak hebt te doen, Mijne Heeren, is het Protocol welk op 19 December 1907 tusschen Rusland, eenerzijds, en de Staten van het Suikerverbond, anderzijds, werd onderteekend.

Dat Protocol stelt in den aanhef vast dat de Staten, die van het internationaal Verbond deel uitmaken, eensgezind erkenden dat de toetreding der Keizerlijke Russische Regeering, uit hoofde der bijzondere omstandigheden waarin de suikernijverheid in Rusland verkeert; billijkheidshalve niet afhankelijk mag gesteld worden van de aanneming, door bedoelden Staat, der in de Overeenkomst vervatte algemeene voorwaarden. De bijzondere toestand die aan Rusland in het Verbond moest toegezegd worden, eischte afwijkingen van de Overeenkomst van 1902, en eene bijzondere regeling onder de betrokken Regeeringen was dus noodig om de verbintenissen, welke van weerskanten moeten worden aangegaan, nauwkeurig te bepalen.

Luidens artikel één, treedt Rusland toe « tot de Overeenkomst betreffende » de suikerbelasting, van 5 Maart 1902, gewijzigd door de toegevoegde Akte » van 28 Augustus 1907, met al de voordeelen en al de verplichtingen die » er uit volgen, mits de voorbehoudingen en onder de voorwaarden, door » de verderstaande artikelen bepaald ».

Artikel 2 stelt vast wat door de Staten van het Verbond bijzonder aan Rusland wordt toegegeven : Rusland heeft het recht zijne thans in zake belasting en tol geldende wetgeving op de suiker te behouden, waarbij het namelijk wordt vrijgesteld van de verplichting om de overbelasting, waarvan de in het Rijk ingevoerde suiker is onderworpen, tot de bij artikel 3 der Overeenkomst van Brussel gestelde sommen te verlagen.

Waar artikel 2 daaraan toevoegt dat Rusland « de voordeelen niet ver- » meerderen mag die, ten bate der voortbrengers, mochten voortspruiten » uit den hoogsten verkoopprijs, gesteld voor den handel binnenslands », bedoelt het een der eigenaardigheden der Russische wetgeving op de suiker, namelijk de vaststelling, door den Ministerraad, van den hoogsten prijs der voor het verbruik binnenslands bestemde suiker. Men weet dat juist dit stelsel van officiële vaststelling der prijzen, gepaard met de verdeeling van het verbruik, aan de Russische fabrikanten hun voornaamste voordeel verzekert.

Voor den bevoorrechten toestand die aan Rusland wordt gegund, gaat dit land sommige verplichtingen aan. Daarover handelt artikel 3 van het Protocol, waarbij de Russische Regeering zich verbindt om de hoogste hoeveelheid Russische suiker, die gedurende de zes jaren, te rekenen van den 1ⁿ September 1907, zal mogen uitgevoerd worden, te beperken tot 1,000,000 ton ; van die hoogste hoeveelheid zal de uitvoer niet meer mogen bedragen dan 300,000 ton voor het dubbel dienstjaar vallende tusschen den 1ⁿ September 1907 en den 1ⁿ September 1909, en dan 200,000 ton voor ieder der vier volgende dienstjaren. In geen geval zal Rusland naar de bij de beperking bedoelde markten in zes jaren tijds meer dan 1,000,000 ton mogen uitvoeren ; zoo dus, voor de eerste jaren, telkens de hoogste hoeveelheid wordt uitgevoerd en daardoor het hoogste gezamenlijk cijfer wordt bereikt vooraleer de bij de Overeenkomst gestelde termijn is verstreken, zou geen suiker meer uit Rusland mogen uitgevoerd worden. Wat de reden betreft, waarvoor het noodig heeft geschenen het beginsel der beperking alreeds toe te passen op het loopend dienstjaar (1907-1908), zij ligt in het feit dat men verwachten mocht dat, met het vooruitzicht van de opening der markt van Londen, die voor de Russische suiker tot den 1ⁿ September e. k. gesloten is, aanzienlijke hoeveelheden zulke suiker vóór dien tijd zouden worden opgehoopt in de stapelplaatsen van Europa, om van den eersten dag af naar Engeland overgezonden te kunnen worden. Het was dan ook volstrekt noodzakelijk de beperking eveneens te doen gelden voor de suiker die Rusland mocht verlaten hebben vóór den 1ⁿ September 1908, en men heeft gemeend eene oplossing der moeilijkheid te vinden in het stellen van een gezamenlijk cijfer voor de twee eerste dienstjaren ; dat cijfer, zooals hooger werd gezegd, is bepaald op 300,000 ton.

Er dient opgemerkt dat, zoo Rusland er in toegestaan heeft zijn uitvoer

te beperken, het ook er prijs op heeft gesteld volstrekt zijne vrijheid te behouden ten aanzien van sommige markten, die men als natuurlijke afzetplaatsen mag aanschouwen. Zoo komt het dat, luidens de slotbepaling van artikel 3 van het Protocol, aan geen beperking onderworpen is de uitvoer van Russische suiker bestemd voor Finland, Perzië (ten opzichte van den uitvoer over de Caspische zee en over de landgrens, en niet ten opzichte van den uitvoer over de Perzische Golf), alsmede die bestemd voor de overige aan Rusland grenzende landen van Azië (enkel ten opzichte van den uitvoer over de landgrens), ter uitzondering van Aziatisch Turkije.

Artikel 4 van het Protocol van 19 December 1907 stelt op den 1ⁿ September 1908 de werkelijke toetreding van Rusland tot het Suikerverbond. Dat artikel bepaalt bovendien dat de Bestendige Commissie ten gepasten stonde zal moeten beslissen aan welke behandeling Rusland zou moeten onderworpen worden, indien het na den 1ⁿ September 1913 aan de Overeenkomst wilde blijven deelnemen.

Luidens artikel 5 moet het Protocol bekrachtigd zijn vóór den 1ⁿ Februari 1908, dus terzelfder tijd als de toegevoegde Akte van 28 Augustus 1907.

*
* *

Ik twijfel niet, Mijne Heeren, of deze uitleggingen zullen volstaan om al de belangrijkheid te doen uitschijnen van de twee diplomatieke akten die U ter goedkeuring zijn voorgelegd. 's Konings Regeering heeft al gedaan wat in hare macht lag, om het werk der Overeenkomst van Brussel van 1902, waarvan de gelukkige uitwerking zich bijna vijf jaren doet gevoelen, recht te houden, en zij heeft de stellige overtuiging dat zij dusdoende op zeer verdienstelijke wijze voor 's lands belangen heeft gezorgd. Ook is het met het grootste vertrouwen in de gunstige stemming der Kamer dat ik U kom vragen, Mijne Heeren, het bij U aanhangig wetsontwerp goed te keuren.

Daar slechts heel weinig tijds ons nog scheidt van den 1ⁿ Februari, waarop de voor de bekrachtiging voorziene tijd verstreken is, meen ik gansch bijzonder te moeten drukken, Mijne Heeren, op het groot belang dat er zou bij zijn, over dit ontwerp van wet zoohaast mogelijk te beraadslagen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI.

ONTWERP VAN WET.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'Acte additionnel à la Convention du 5 mars 1902 relative au régime des sucres, signé le 28 août 1907, et le Protocole concernant l'accèsion de la Russie à l'Union sucrière, signé le 19 décembre 1907, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 31 décembre 1907.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De toegevoegde Akte tot de Overeenkomst van 5 Maart 1902 betreffende de Suikerbelasting, den 28^e Augustus 1907 ondertekend, en het Protocol betreffende de toetreding van Rusland tot het Suikerverbond, den 19^e December 1907 ondertekend, zullen hunne volle en algeheele kracht hebben.

Gegevente Laeken, den 31^e December 1907.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Financiën,

TOEGEVOEGDE AKTE

TOT DE

Overeenkomst van 5 Maart 1902 betreffende de suikerbelasting.

Daar de Regeeringen van Duitschland, van Oostenrijk en van Hongarije, van België, van Frankrijk, van Groot-Britannië, van Italië, van het Groothertogdom Luxemburg, van Nederland, van Peru, van Zweden en van Zwitserland het eens zijn geworden om eene toegevoegde Akte tot de Overeenkomst van 5 Maart 1902, betreffende de suikerbelasting, aan te gaan, zoo zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, omtrent het volgende overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

De Verdragstaten verbinden zich de Overeenkomst van 5 Maart 1902 in werking te houden gedurende een nieuwen termijn van vijf jaren, met ingang van 1 September 1908.

Elk hunner kan echter, van den 1^{en} September 1911 af, uit het Verbond treden, mits kennisgeving één jaar op voorhand, zoo de Bestendige Commissie, op de laatste bijeenkomst gehouden vóór 1 September 1910, bij meerderheid van stemmen heeft uitgemaakt dat, ter wille van de omstandigheden, die bevoegdheid aan de Verdragstaten dient gelaten.

Voorts blijven de bepalingen van artikel 10 van voormelde Overeenkomst van 5 Maart 1902, betreffende de opzegging en de stilzwijgende vernieuwing, van toepassing.

ARTIKEL 2.

Met afwijking van artikel één, is Groot-Britannië, van 1 September 1908 af, vrijgesteld van de verplichting, opgelegd bij artikel 4 van de Overeenkomst.

Van en met dien zelfden datum, kunnen de Verdragstaten vergen dat in het Vereenigd Koninkrijk geraffineerde en naar hunne territoriën uitgevoerde suiker, om de voordeelen der Overeenkomst te genieten, vergezeld ga van een getuigschrift, waaruit blijkt dat geen enkel deel er van komt uit een land welk, naar de weet der Bestendige Commissie, premien toekent voor de voortbrengst of den uitvoer van suiker.

ARTIKEL 3.

Deze toegevoegde Akte zal bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel, op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, neergelegd worden zoo spoedig doenlijk en, in alle geval, vóór 1 Februari 1908.

Zij zal maar rechtens verbindend zijn zoo zij bekrachtigd wordt door ten minste al die Verdragstaten, welke niet zijn bedoeld bij de uitzonderingsbepaling van artikel 6 der Overeenkomst. Mochten een of meer van bedoelde Staten hunne akten van bekrachtiging niet intijds neergelegd hebben, dan zal de Belgische Regeering, binnen de maand na 1 Februari 1908, de bekrachtigd hebbende Staten er toe brengen eene beslissing te nemen, betreffende de inwerkingtreding, enkel tusschen hen, van deze toegevoegde Akte.

De Staten die vóór 1 Februari 1908 niet mochten bekrachtigd hebben, zullen aanzien worden alsof zij de Overeenkomst intijds hadden opgezegd om de werking er van te hunnen opzichte te doen eindigen met ingang van 1 September daaraanvolgend, tenzij daaromtrent anders worde beslist, op aanzoek der belanghebbenden, door de meerderheid der Staten, geroepen om te beraadslagen zooals in de voorgaande paragraaf is voorzien.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze toegevoegde Akte onderteekend hebben.

Gedaan te Brussel, den acht en twintigsten Augustus 1907, in enkelvoudig origineel, waarvan een eensluidend afschrift aan iedere onderteekend hebbende Regeering zal worden afgeleverd.

Voor Duitschland :

(L. S.) Onderteekend : HEINRICH XXXI. REUSS.

Voor Oostenrijk-Hongarije :

(L. S.) Onderteekend : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Voor Oostenrijk :

Onderteekend : LÉOPOLD JOAS.

Voor Hongarije :

Onderteekend : TELESZKY JANOS.

Voor België :

(L. S.) Onderteekend : CAPELLE.

Voor Frankrijk :

(L. S.) Onderteekend : D'ORMESSON.

Voor Groot-Britannië :

(L. S.) Onderteevend : ARTHUR H. HARDINGE.

Voor Italië :

(L. S.) Onderteevend : BONIN.

Voor het Groothertogdom Luxemburg :

(L. S.) Onderteevend : Le Comte d'ANSENBURG.

Voor Nederland :

(L. S.) Onderteevend : Baron E. VAN TUYLL VAN SERROSKERKEN.

Voor Peru :

(L. S.) Onderteevend : D. GAMIO.

Voor Zweden :

(L. S.) Onderteevend : FALKENBERG.

Voor Zwitserland :

(L. S.) Onderteevend : JULES BOREL.

Protocol van onderteekening.

Overgaande tot de onderteekening van de toegevoegde Akte tot de Overeenkomst betreffende de suikerbelasting, op den dag van heden gesloten tusschen de Regeeringen van Duitschland, van Oostenrijk en van Hongarije, van België, van Frankrijk, van Groot-Britannië, van Italië, van het Groothertogdom Luxemburg, van Nederland, van Peru, van Zweden en van Zwitserland, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, alsnog overeengekomen omtrent hetgeen volgt :

ARTIKEL EÉN.

Het is verstaan dat, zoo de akten van bekrachtiging die, naar luid van artikel 5, noodig zijn om voormelde toegevoegde Akte te doen gelden, niet bestaan vóór 1 Maart 1908, de Regeering van Groot-Britannië alsdan bevoegd is om de Overeenkomst dien dag op te zeggen voor den 1ⁿ September 1908, zonder dat er dient onderscheiden te worden of zij vroegen, ja dan neen, gezegde toegevoegde Akte heeft bekrachtigd.

Dit Protocol van onderteekening, welk zal bekrachtigd worden terzelfder tijd als de op den dag van heden gesloten toegevoegde Akte, zal gelijke kracht en waarde hebben.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden dit Protocol hebben opge-
maakt.

Gedaan te Brussel, den acht en twintigsten Augustus 1907, in enkelvoudig origineel, waarvan een eensluidend afschrift aan iedere onderteekend hebbende Regeering zal worden afgeleverd.

Voor Duitschland :

(L. S.) Onderteekend : HEINRICH XXXI. REUSS.

Voor Oostenrijk-Hongarije :

(L. S.) Onderteekend : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Voor Oostenrijk :

Onderteekend : LÉOPOLD JOAS.

Voor Hongarije :

Onderteekend : TELESZKY JANOS.

Voor België :

(L. S.) Onderteekend : CAPELLE.

Voor Frankrijk :

(L. S.) Onderteekend : d'ORMESSON.

Voor Groot-Britannië :

(L. S.) Onderteekend : ARTHUR H. HARDINGE.

Voor Italië :

(L. S.) Onderteekend : BONIN.

Voor het Groothertogdom Luxemburg :

(L. S.) Onderteekend : Le Comte d'ANSENBURG.

Voor Nederland :

(L. S.) Onderteekend : Baron E. VAN TUYLL VAN SEROOSKERKEN.

Voor Peru :

(L. S.) Onderteekend : D. GAMIO.

Voor Zweden :

(L. S.) Onderteevend : FALKENBERG.

Voor Zwitserland :

(L. S.) Onderteevend : JULES BOREL.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Belgisch
Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Brussel, 14 September 1907.

Voor den Algemeenen Secretaris,

De Algemeene Bestuurder,

Onderteevend : ARENDT.

PROTOCOL

BETREFFENDE

de toetreding van Rusland tot het Suikerverbond.

Daar de Keizerlijke Regeering van Rusland den wensch heeft uitgedrukt om toe te treden tot de Overeenkomst van 5 Maart 1902, betreffende de suikerbelasting, alsmede tot de toegevoegde Akte tot gezegde Overeenkomst, den 28ⁿ Augustus 1907 onderteekend, en daar de Staten die thans van het Suikerverbond deel uitmaken, erkend hebben dat die toetreding, uit hoofde der bijzondere omstandigheden waarin de suikernijverheid in Rusland verkeert, niet afhankelijk mag gesteld worden van de in de Overeenkomst behelsde algemeene voorwaarden, zoo werd tusschen de Regeering van Rusland, enerzijds, en de Regeeringen van Duitschland, van Oostenrijk en van Hongarije, van België, van Frankrijk, van Groot-Britannië, van Italië, van het Groothertogdom Luxemburg, van Nederland, van Peru, van Zweden en van Zwitserland, anderzijds, overeengekomen hetgeen volgt :

ARTIKEL EÉN.

Rusland treedt toe tot de Overeenkomst betreffende de suikerbelasting, van 5 Maart 1902, gewijzigd door de toegevoegde Akte van 28 Augustus 1907, met al de voordeelen en al de verplichtingen die er uit volgen, mits de voorbehoudingen en onder de voorwaarden, door de verderstaande artikelen bepaald.

ARTIKEL 2.

Rusland behoudt zijne thans in zake belasting en tol geldende wetgeving op de suiker en mag de voordeelen niet vermeederen die, ten bate der voortbrengers, mochten voortspruiten uit den hoogsten verkoopprijs, gesteld voor den handel binnenslands.

ARTIKEL 3.

Ten aanzien van de bijzondere behandeling die bij het voorafgaand artikel aan Rusland is erkend, verbindt het zich zijne toelating te weigeren aan den uitvoer, met terugstorting of vrijstelling van den accijns, van hoeveelheden suiker die, voor de zes jaren te rekenen van den 1ⁿ September 1907, een millioen ton te boven gaan.

Die hoeveelheid mag zich over de verschillende dienstjaren verdeelen volgens de eischen van den handel, zonder dat zij echter voor ieder dienstjaar meer mag bedragen dan hierna is opgegeven :

	ton.
Dubbel dienstjaar van 1 September 1907 tot 31 Augustus 1909.	300,000
Dienstjaar van 1 September 1909 tot 31 Augustus 1910 . . .	200,000
Dienstjaar van 1 September 1910 tot 31 Augustus 1911 . . .	200,000
Dienstjaar van 1 September 1911 tot 31 Augustus 1912 . . .	200,000
Dienstjaar van 1 September 1912 tot 31 Augustus 1913 . . .	200,000

De in dit artikel vermelde verbintenissen gelden niet voor den uitvoer :

1^o naar Finland;

2^o naar Perzië (ten opzichte van den uitvoer over de Caspische zee en over de landgrens, en niet ten opzichte van den uitvoer over de Perzische golf); en

3^o naar de overige, aan Rusland grenzende landen van Azië (enkel ten opzichte van den uitvoer over de landgrens), ter uitzondering van Aziatisch Turkije.

ARTIKEL 4.

De toetreding van Rusland zal met ingang van 1 September 1908 van kracht zijn.

In den loop van den zittijd vóór 1 September 1912, zal de Bestendige Commissie bij algemeenheid van stemmen beslissen aan welke behandeling Rusland zou onderworpen worden, indien het na 1 September 1913 aan de Overeenkomst wilde blijven deelnemen.

Mocht de Commissie het niet eens worden, dan zou Rusland worden beschouwd alsof het de Overeenkomst had opgezegd om van den 1^{en} September 1913 af buiten werking te treden.

ARTIKEL 5.

Dit Protocol zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel, op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, worden neergelegd zoohaast mogelijk, en, in alle geval, vóór 1 Februari 1908.

Opgemaakt te Brussel, den 19^{en} December 1907, in een enkel origineel, waarvan aan iedere onderteekend hebbende Regeering een eensluidend afschrift zal worden afgeleverd.

Voor Rusland :

(L. S.) Onderteekend : N. DE GIERS.

Voor Duitschland :

(L. S.) Onderteekend : Graf von WALLWITZ.

Voor Oostenrijk-Hongarije :

(L. S.) Onderteekend : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Voor Oostenrijk :

(L. S.) Onderteevend : LÉOPOLD JOAS.

Voor Hongarije :

(L. S.) Onderteevend : TELESZKY JÁNOS.

Voor België :

(L. S.) Onderteevend : CAPELLE.

Voor Frankrijk :

(L. S.) Onderteevend : D'ORMESSON.

Voor Groot-Britannië :

(L. S.) Onderteevend : ARTHUR H. HARDINGE.

Voor Italië :

(L. S.) Onderteevend : BONIN.

Voor het Groothertogdom Luxemburg :

(L. S.) Onderteevend : Le Comte D'ANSEMBOURG.

Voor Nederland :

(L. S.) Onderteevend : VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Voor Peru :

(L. S.) Onderteevend : D. GAMIO.

Voor Zweden :

(L. S.) Onderteevend : FALKENBERG.

Voor Zwitserland :

(L. S.) Onderteevend : JULES BORREL.

Voor eensluidend afschrift :

Brussel, 27 December 1907.

De Voorzitter
der Internationale Commissie,
Onderteevend : CAPELLE.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris
van het Belgisch Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Brussel, 27 December 1907,

Onderteevend : Chev. VAN DER ELST.

